

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que plusieurs députés désirent poser des questions supplémentaires à la première question. La présidence donne la parole au député d'Egmont.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LA PUBLICATION DU RAPPORT GRAY ET D'AUTRES DOCUMENTS

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, m'est avis que le premier ministre est encore un peu confus. Peut-il nous dire s'il est disposé à communiquer les rapports et les diverses études supplémentaires qui ont été faites relativement à l'enquête Gray, avant que le gouvernement n'annonce sa politique, de sorte que le public puisse participer à l'examen de ces documents avant que le gouvernement ne prenne une décision finale?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, dans ma réponse à une question de ce genre l'autre jour, j'ai déclaré que c'était surtout une question de rédaction, d'impression et de traduction, et ainsi de suite. Voilà pourquoi je n'ai pu donner de date précise. Permettez-moi de répéter que je demanderai au ministre de les communiquer aussi tôt que possible afin que les députés conservateurs puissent faire le point au sujet de leur décision à cet égard.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre, étant donné son intérêt à l'égard des opinions du parti conservateur, s'il acceptera ce conseil plus rapidement que ceux que nous lui avons donnés au sujet du chômage?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accorde la parole au député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles pour une question supplémentaire.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES SUJETS DES PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-NIXON

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, étant donné que la déclaration citée dans les journaux laisse entendre qu'un porte-parole du bureau du premier ministre aurait dit que le premier ministre et le président auraient convenu qu'il était souhaitable qu'ils se rencontrent pour discuter de la surtaxe, des questions économiques connexes et des relations internationales, je demanderais au premier ministre s'il a autorisé un porte-parole de son bureau à faire cette déclaration et si effectivement ce sont là les trois principales questions qu'il débattrait avec le président?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je sais que le président et moi-même n'avons pas encore arrêté d'ordre du jour. J'ignore ce que mes fonctionnaires ont pu dire à propos des sujets possibles de discussion. Comme je l'ai signalé au chef du NPD, c'est une question dont nous pourrions vraisemblablement discuter, mais un ordre du jour n'a pas encore été établi.

[L'hon. M. Mackasey.]

LES AFFAIRES INDIENNES

LE TÉLÉGRAMME DU CHEF DE CABINET DU PREMIER MINISTRE AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES INDIENS DE L'ALBERTA

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Puisque le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a déclaré ne pas avoir été mis au courant du télégramme envoyé par le chef de cabinet du premier ministre au président de l'Association des Indiens de l'Alberta, le premier ministre dira-t-il à la Chambre s'il est lui-même au courant de la teneur du télégramme et, en ce cas, si elle correspond à son attitude à cet égard.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, je sais que le télégramme a été envoyé mais pour répondre à la seconde question du député il me faudrait me rafraîchir la mémoire quant à sa teneur.

M. Mazankowski: Devons-nous donc supposer que le cabinet du premier ministre aurait empiété sur les pouvoirs du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien?

Le très hon. M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur, mais...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question est tout à fait irrecevable.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA SUBVENTION À LA «UNION CARBIDE»—LE CAS DES OUVRIERS DE L'USINE DE WELLAND

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question pour le ministre de l'Expansion économique régionale. Son ministère a-t-il accordé une subvention à la Union Carbide of Canada pour qu'elle construise un four pour les alliages au manganèse à Beauharnois au Québec?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. J'ai l'impression qu'une question semblable devrait être inscrite au *Feuilleton*. Je sais que depuis quelques jours, sinon quelques semaines, les députés ont posé des questions sur des demandes et des emprunts ayant trait à des cas particuliers. Un député a posé une question semblable au ministre la semaine dernière. Il conviendrait, à mon avis, de les inscrire au *Feuilleton*. Si chaque député voulait poser des questions sur les demandes provenant de sa circonscription ou sur les prêts qui y sont consentis, on risquerait de consacrer une trop grande partie de la période des questions à des cas particuliers. A mon avis, les questions devraient avoir un caractère beaucoup plus général. Le député voudra peut-être reformuler sa question.

• (2.30 p.m.)

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, je vais essayer de le faire. Si la réponse à cette question inacceptable est oui, le ministre dirait-il à la Chambre s'il sait qu'une telle subvention entraînera la perte d'à peu près 350 emplois à Welland pour en créer seulement environ 70 à Beauharnois, et si oui, croit-il...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question supplémentaire me semble hypothétique.